

## Affaire Malbrunot – La vraie raison de la colère de Macron

Article rédigé par *Présent*, le 06 septembre 2020

Source [Présent] Depuis lundi, l'affaire Malbrunot fait la une des rédactions. Pensez-vous ! Le président Macron, tel Dr. Jekyll and Mr. Hyde, se métamorphose dans les toutes dernières minutes de sa visite à Beyrouth et passe un savon public mémorable au journaliste chevronné Georges Malbrunot, pour avoir fait au mieux son métier de journaliste !

Les raisons de l'ire présidentielle sont décortiquées par la plupart des médias français qui nous expliquent que Malbrunot aurait commis un crime de lèse-majesté diplomatique en dévoilant dans un article daté du 1er septembre un aparté de huit minutes entre Mohammad Raad, patron du groupe parlementaire du Hezbollah et le président français. Or, pour discutable que soit cette légitimation du Hezbollah comme interlocuteur « normal », ce n'était pas un scoop, puisqu'il y a un mois déjà, au lendemain de l'explosion du port de Beyrouth, Raad faisait partie des personnalités politiques invitées à discuter avec le président à la Résidence des Pins. Il était également invité lundi au déjeuner offert en l'honneur de Macron au palais présidentiel de Baabda, déjeuner qu'il a d'ailleurs quitté au bout de quelques minutes pour cause de bouteille de vin haram sur la table, c'est tout dire... De plus, une radio française nationale annonçait déjà le 30 août dans l'après-midi, donc deux jours avant la publication de l'article du *Figaro*, qu'une telle rencontre était prévue. Enfin, Macron a publiquement expliqué à maintes reprises que jusqu'à nouvel ordre et dans l'intérêt des négociations visant à obtenir des réformes salvatrices pour le Liban, il faisait une distinction entre le Hezbollah politique et la milice terroriste.

En fait, la véritable raison de la colère jupitérienne se trouve dans un article publié le 31 août par *Le Figaro* et intitulé « Macron revient au Liban, face aux chefs de clan ». Malbrunot y raconte, et c'est autrement savoureux, comment le Premier ministre sunnite Saad Hariri, le ministre des Affaires étrangères chrétien Gebran Bassil et le président du Parlement chiite Nabih Berri, réunis à Paris lors de la conférence CEDRE de soutien économique pour un Liban déjà agonisant en avril 2018, avaient tranquillement exigé pour eux-mêmes et leurs partis une commission de 20 % sur les 11 milliards d'aide promis en échange de réformes structurelles, soit la bagatelle de 700 millions de dollars chacun...

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)

06/09/2020 06:00